

## **La perspective de la subsistance**

### **Entretien avec Veronika Bennholdt-Thomsen**

Propos recueillis, traduits et introduits

par Geneviève Pruvost

Alors que l'écoféminisme connaît un regain en France depuis les années 2010-2020, il est resté centré sur un corpus principalement anglophone et n'est pas immédiatement rattaché aux études intersectionnelles et décoloniales. Or il existe un versant allemand du féminisme matérialiste des années 1970-1990 qui a pour singularité d'avoir placé le travail paysan, le travail domestique et l'appropriation du monde vivant au cœur des exploitations patriarcales.

Veronika Bennholdt-Thomsen, née en 1944 à Seefeld, est l'une des figures majeures de ce courant écoféministe anticapitaliste : anthropologue et sociologue, elle est co-fondatrice avec les sociologues allemandes Maria Mies et Claudia von Werlhof, de « l'école de Bielefeld ». Dès la fin des années 1970, ces trois chercheuses et activistes ont vécu, milité et effectué des recherches sur le Mexique, l'Inde et le Venezuela. Elles défendent alors une perspective originale sur la subsistance en pleine politique de développement. Loin d'en appeler à l'émancipation par l'intégration à la société salariale et à l'industrialisation, elles réhabilitent la matérialité du travail des femmes, des paysan·nes du Sud et du Nord, en tant que travail créant des liens communautaires permettant de résister à la marchandisation. L'altermondialiste écoféministe indienne Vandana Shiva, qui milite contre les OGM et le biopiratage du vivant et la politiste italo-états-unienne Silvia Federici, qui a milité pour un salaire ménager et la réhabilitation de la figure de la sorcière, soutiennent également cette approche.

Dans les années 1990, ce féminisme décolonial et altermondialiste qui s'inscrit dans le sillon de Rosa Luxemburg et les féminismes du Sud est éclipsé à l'université de Bielefeld par les *gender studies* qui ne militent pas à cette époque contre la mondialisation économique. Veronika Bennholdt-Thomsen obtient certes une chaire provisoire de sociologie à l'université de Bielefeld de 1975 à 1988 mais elle ne sera jamais titularisée. Elle a pourtant fait un doctorat remarqué en anthropologie sur les paysans et fermiers mexicains dans les années 1970 (*Bauern in Mexico*, Frankfurt, Campus Forschung, 1982) et a organisé le congrès sur le travail des femmes avec un millier de participantes en 1983, publié dans l'ouvrage *Women. The last colony* (London, Zed Books) en 1988. Elle repart alors au Mexique enquêter sur la société matrilineaire de Juchitán (*Juchitán – Stadt der Frauen*, Rowohlt, 1997), puis elle mène une enquête collective sur les circuits économiques régionaux et les réseaux d'entraide dans des villages de Westphalie de l'Est. Elle a publié des ouvrages majeurs sur la perspective de subsistance dont un ouvrage co-écrit avec Maria Mies en 1997 qui vient d'être traduit (*La subsistance*, éditions La Lenteur, 2022<sup>1</sup>).

Veronika Bennholdt-Thomsen a dédié toute sa vie à l'alternative de la subsistance avec des programmes d'enseignements théoriques et pratiques : elle a co-fondé le programme « Women in Development » à l'institut de Social Studies de La Haye qui s'est maintenu jusqu'en 1983 ; elle a également fondé l'institut pour la théorie et la pratique de la subsistance à Bielefeld en 1995 ; enfin elle a créé en 1998 un cours à l'Institut universitaire de l'aménagement rural à Vienne où elle enseigne encore aujourd'hui.

— **Geneviève Pruvost** : Pourriez-vous définir ce que vous entendez par subsistance ?

— **Veronika Bennholdt-Thomsen** : « Subsister », est ce dont nous avons besoin pour vivre, « pour que la vie continue », comme le disait la mère paysanne de Maria Mies, Gertrud Mies. En latin, *subsistere* signifie « ce qui subsiste par soi-même ». Cela fait référence à un processus qui se poursuit grâce à la force vitale donnée. Les êtres humains sont conçus comme faisant partie de l'ensemble de ce processus. Dans notre livre de 1997, *La subsistance*, Maria Mies et moi-même avons défini le terme de la manière suivante : « la production de subsistance ou production de la vie inclut tout travail servant à la création, à la perpétuation et à l'entretien direct de la vie sur Terre et qui n'a pas d'autre objectif que lui-même. C'est pourquoi la production

---

<sup>1</sup> Cet ouvrage fait l'objet d'une note de lecture dans ce numéro.

de subsistance s'oppose à la production de marchandises et de plus-value. La production de subsistance aspire à la vie, la production de marchandises à l'argent qui "produit" toujours plus d'argent, autrement dit à l'accumulation du capital. Dans ce mode de production, la vie est en quelque sorte un effet secondaire » (Bennholdt-Thomsen, Mies 2022, p. 57-58).

La subsistance, c'est ce dont nous avons besoin pour survivre au quotidien : la nourriture, les vêtements, un toit sur la tête, ainsi que les soins pour les jeunes, les personnes âgées, et la sociabilité. La subsistance est simplement la manière dont les gens produisent et reproduisent leur propre vie au quotidien et dont le processus se trouve entre leurs mains, matériellement et socialement. En d'autres termes, nous avons toutes et tous une expérience pratique du travail et de la production de subsistance, même si c'est de manière très différente et à des degrés divers. Cette richesse de la pratique de la subsistance est le réservoir dans lequel nous pouvons puiser pour adopter une perspective de subsistance, même au XXI<sup>e</sup> siècle.

La particularité de la théorie de la subsistance réside dans le fait qu'elle réunit la question des femmes, la question écologique et la question économique. Le mode de pensée du XIX<sup>e</sup> siècle européen avait séparé ces trois domaines en plaçant l'économie en position de suprématie et en tablant sur une croissance illimitée. Cette vision du monde est toujours d'actualité : le processus naturel de la reproduction est nié. Tout se passe comme si les processus vivants de ce qui advient et disparaît n'existaient pas et étaient évincés de la connaissance. Le mépris du féminin fait partie du bagage moral et éthique du productivisme.

Nous nous heurtons ainsi directement à la contradiction ou au dilemme selon lequel la subsistance n'est pas perçue à la hauteur de son importance et de son omniprésence, pourtant réelles. Le travail et la production de subsistance ne sont pas perçus comme du travail dans notre système de valeurs, qui est calibré sur le travail salarié et les revenus monétaires, et non sur l'utilité concrète et immédiate. En ce sens, le travail de subsistance est invisible. Parmi les femmes de milieu rural que nous avons interviewées en 2005 dans le cadre d'un projet de

recherche sur l'économie dans la région de Warburger Börde, certaines nous ont raconté comment leur mari les décourageait dans leurs efforts pour amener sur la table les produits qu'elles avaient cultivés elles-mêmes dans leur jardin (Baier, Bennholdt-Thomsen et Holzer 2005).

La question de savoir si la subsistance deviendra une perspective d'avenir au XXI<sup>e</sup> siècle dépend essentiellement de l'évolution de la perception que l'on en a, tant dans la pensée quotidienne que dans le discours scientifique. Nous sommes tous et toutes les enfants de notre époque et de la culture du progrès fondée sur l'économie de croissance. Celle-ci s'est infiltrée dans tous les pores de notre société et certaines prétendues alternatives sont trop clairement marquées par son esprit dont le mot-clé est la « croissance durable ».

Cinquante-et-un ans après *Les limites à la croissance* (Meadows, Randers et Behrens 1972), vingt-sept ans après la large réception de l'étude du Wuppertal Institut *Zukunftsfähiges Deutschland* (Allemagne durable) et quarante ans après des débats intensifs sur la perspective de la subsistance, avec des publications pertinentes dans de nombreuses langues et un nombre impressionnant de projets pratiques, la réaction majoritaire est finalement toujours la même : « Cela signifie quand même un retour à l'âge de pierre » ou « Nous ne pouvons pas faire tourner la roue du progrès en arrière ». À quoi sont dues ces barrières persistantes ? Qu'avons-nous fait de mal dans la transmission ? Car si les points de vue des gens changent, si leurs souhaits et leurs croyances changent, alors le monde change.

— **GP** : *Vous avez proposé un schéma de l'économie patriarcale capitaliste qui est très parlant.*

— **VBT** : Nous avons utilisé un symbole éprouvé de notre raisonnement pour la perspective de subsistance : le modèle de l'iceberg. Il s'agit de représenter les activités de subsistance dans la société actuelle, structurée *de facto* par le travail salarié, par la division hiérarchique du travail entre hommes et femmes, et dominée par le marché mondialisé.

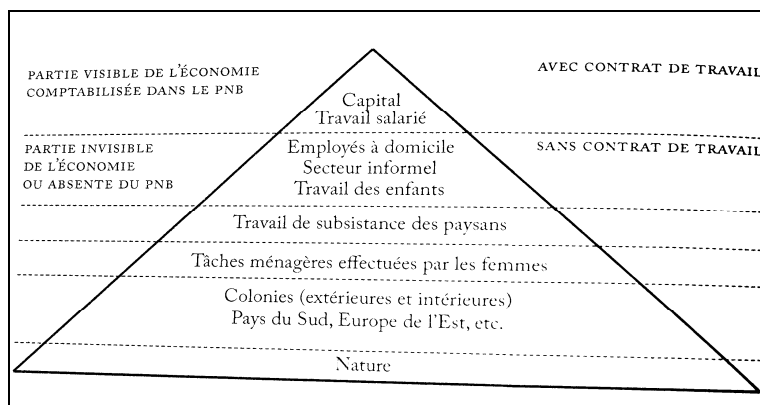


Figure 1 : L'iceberg de l'économie patriarcale capitaliste  
(Bennholdt-Thomsen et Mies 2022, p. 76)

Comme un iceberg dont la plus grande partie est immergée, la majorité de l'économie est invisible si l'on se cantonne au cadre de la conception dominante de l'économie. Pourtant, la pointe relativement petite du travail salarié repose sur tout le reste : un immense travail de production accompli par les paysans et paysannes, par le travail domestique des femmes, par le travail des colonisé·es et ex-colonisé·es, dans l'économie dite informelle, par la nature elle-même.

Dans notre étude sur le Warburger Börde en Rhénanie du nord-Westphalie, nous avons montré l'importance des activités de subsistance en prenant l'exemple du village de Körbecke, qui reste remarquablement bien équipé en commerces de détail et en entreprises artisanales. On y trouve également un nombre particulièrement élevé de fermes. Nous avons dressé la liste des activités économiques et de leurs conditions sociales sous la forme d'un iceberg pyramidal sur un panneau d'affichage qui a été présenté dans le cadre de l'exposition des résultats de nos recherches. Le schéma montre que si l'infrastructure de commerces et de fermes à Körbecke (814 habitants) est toujours aussi bonne, c'est parce qu'elle est soutenue par les liens sociaux communautaires et l'économie informelle.

L'exposition a attiré un nombre impressionnant de visiteur·ses qui nous ont dit : « Votre présentation nous fait du bien ! ». Que s'est-il passé ? Nous avons mis au premier plan la

subsistance que les gens aiment pratiquer, qu'ils et elles apprécient, aussi et surtout parce qu'elle se déroule localement, régionalement, de manière conviviale et en relation avec les voisins. Et nous lui avons attribué une valeur qui lui déniée habituellement.

Bien que le sentiment positif à l'égard de la subsistance soit très puissant, nous ne disposons pas de catégories à connotation positive pour représenter les relations de subsistance en termes économiques et compréhensibles. Au lieu de cela, nous avons recours à des catégories qui prétendent avoir la raison économique de leur côté. En contradiction avec notre affirmation selon laquelle la production de subsistance et la cohésion communautaire maintiennent la région en vie sur le plan économique et social, nous utilisons des termes qui postulent en fait exactement le contraire. On parle de « capital social », alors qu'en réalité, le capital sape les liens sociaux communautaires. On parle d'économie « informelle » ; or ce mode de présentation contient finalement un jugement de valeur dont témoigne la création idéologique du couple de termes « formel / informel », « sous-développement/ développement » : dans les sociétés de production-consommation, la partie inférieure de l'iceberg n'a de la valeur que parce qu'elle porte la pointe. Le flux de prestations, d'énergie, de connaissances, etc. va du bas vers le haut.

Le travail, y compris le travail de subsistance, est conçu comme devant être effectué du nord au sud sous la forme du travail salarié dont la généralisation, en tant que modèle de base de notre socialisation, s'est achevée au cours des dernières décennies. Le nombre de paysans et de paysannes, de petits artisans et artisanes indépendant·es, ainsi que de commerçant·es est désormais infime. En Allemagne en 2021, près de 50 % des actif·ves sont des femmes.

— **GP** : *La perspective écoféministe que vous défendez va à l'encontre du principe d'émancipation par le salariat.*

— **VBT** : Contrairement aux prévisions de développement, de progrès ou de croissance des premières décennies de développement, la dépendance croissante à l'égard du travail salarié n'entraîne pas une formalisation accrue de celui-ci. Ce

que l'on considèrerait comme le prototype de la relation de travail formelle, la relation de travail dite normale, l'emploi salarié stable, socialement assuré et à plein temps, est en voie de disparition, y compris en Allemagne. En revanche, les petits boulots, le travail à temps partiel, le travail socialement mal assuré, les faux indépendant·es, les contrats à durée déterminée, etc. sont en nette augmentation. Ce sont majoritairement des femmes qui travaillent dans ces conditions, mais aussi de plus en plus d'hommes. Les salaires réels baissent, tout comme la disposition à accepter des compromis pour travailler plus et gagner moins. Les conditions exceptionnelles créées dans les zones franches d'exportation, pour que le capital y investisse, se mondialisent également dans le Nord avec le mot d'ordre de la sécurisation de la vie économique.

Considérons cette évolution du point de vue de la théorie de la subsistance. Ma thèse à ce sujet est la suivante : l'aveuglement et le mépris à son égard, c'est-à-dire envers le travail et la production de subsistance réels qui permettent de vivre, associés au mépris à l'encontre des revenus salariaux et monétaires, ont permis au travail salarié de se généraliser sans résistance notable des travailleur·ses. En raison de cette généralisation, le rapport salarial correspond désormais à une situation totalitaire. La marge de manœuvre des salarié·es dans leurs négociations avec le capital est donc presque auto-infligée, elle est extrêmement faible. Ainsi, l'informalisation actuelle du travail salarié, qui est dans l'intérêt du capital, peut être imposée sans trop de bruit.

Mais que la situation soit ou non contrainte, pourquoi observe-t-on une rupture aussi flagrante avec la conception prolétarienne d'un salaire juste ? En 2003/2004, il a été ainsi annoncé en Allemagne que les chômeur·ses de longue durée devraient travailler pour seulement un euro par heure, en plus de leur maigre allocation de base. Pourquoi cela n'a-t-il pas provoqué un cri d'indignation collectif, et ce même chez les personnes syndiquées ? La raison qui se cache derrière de telles lois ne correspond pas seulement, loin s'en faut, aux intérêts du capital. Cela tient à une culture que tout le monde partage plus ou moins en Allemagne. Le développement néolibéral de l'informalisation du travail salarié est possible grâce à un

système de valeurs de la civilisation occidentale qui les unit tous : ses pierres angulaires sont la hiérarchie patriarcale, d'une part, et l'idéologie colonialiste du développement, d'autre part. La clé de voûte de ce système est le mépris de la subsistance.

Le travail salarié n'est pas considéré comme un complément inévitable du travail de subsistance, c'est le travail de subsistance qui est vu comme le complément inévitable du travail salarié. L'idée selon laquelle « salaire = existence » est devenue prépondérante au cours de l'extension du travail salarié et ce, au détriment des formes autonomes d'organisation du travail. L'existence, ce n'est plus de la nourriture, un toit sur la tête, une communauté qui prend soin de vous, ce n'est donc plus la « matière » concrète qui donne la vie, mais le revenu salarial et monétaire. On peut également voir les choses à l'envers : cette conception de l'existence et des moyens de subsistance, abstraite du matériel et du concret, a permis la pénétration du salariat dans tous les domaines de travail de se dérouler ainsi – dans la maison, dans le quartier, dans l'agriculture, le soin des jeunes, des personnes âgées et des malades. Au centre de ce système de valeurs se trouve la marchandise, en premier lieu la soumission à la transformation de la force de travail en marchandise, suivie par l'engagement actif pour la transformation ou l'indifférence à la transformation de toutes les choses, des services, du savoir, des conditions naturelles et des biens communs en marchandise.

Ainsi en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, sommes-nous arrivées à une situation où les domaines non marchands se réduisent comme peau de chagrin. Nous assistons, notamment dans les métropoles, à une sorte de délabrement de la subsistance : en termes de temps, parce que nous avons de moins en moins de temps pour les tâches et les attentions du quotidien ; en termes d'espace, parce que la construction de logements ne prévoit plus de lieux pour les réserves, la transformation des aliments et d'autres activités artisanales ; en termes de relations humaines, parce que les soins aux enfants et aux personnes âgées sont négligés. Et pour ce qui est de l'esthétique, si nous comparons l'habitat dans un bidonville avec du carton et de la tôle ondulée à celui dans un village avec des briques en argile et un toit de



chaume, la tendance à la paupérisation du secteur de la subsistance nous saute aux yeux.

Comment la science peut-elle contribuer à ce que nous nous tournions à nouveau vers la subsistance sur le plan culturel ? Ma réponse, après quarante ans de réflexion sur le sujet, est la suivante : nous devons quitter le cadre de référence de l'exploitation capitaliste. Nous devons effectuer le changement de paradigme qu'ouvre la perspective de la subsistance.

Il ne sert à rien de rester ouvert·e au dialogue dans un contexte qui se termine par des décisions insignifiantes, alors que l'air est désormais lui aussi capitalisé et que les valeurs d'émission sont négociées en bourse. Un jour, nous devons considérer le nombre de respirations par minute comme une marchandise. Il ne s'agit plus de savoir si les activités de subsistance contribuent ou non au fonctionnement de l'économie dans le sens d'un revenu monétaire, ni dans le sens positif où elles permettent de continuer à faire fonctionner des épiceries de quartier, ni dans un sens négatif accusateur : le travail de subsistance de la femme au foyer subventionne le travail salarié et contribue donc bel et bien à la plus-value et au profit. Il s'agit plutôt de saisir, de conceptualiser enfin la richesse concrète plutôt qu'abstraite : la richesse de notre capacité à procréer ; la richesse de nous réaliser dans le monde par le travail manuel, mais aussi par le travail intellectuel ; la richesse de regarder oisivement les nuages ; la richesse de goûter l'eau fraîche ; la richesse de prendre soin des autres, de les accueillir, de leur faire des cadeaux.

— **GP** : *Ce n'est pas simple de mettre sur le même plan subsistance et procréation dans des sociétés patriarcales qui ont assigné les femmes à faire des enfants...*

— **VBT** : Les intérêts divergents entre les femmes actives se sont déjà manifestés lors du congrès national « L'avenir du travail des femmes » que j'ai pu organiser avec mes étudiantes en 1983, dans les locaux de l'université de Bielefeld. Il y avait un millier de participantes mais elles ne souhaitent que partiellement suivre notre projet militant : faire des savoirs de subsistances et des savoirs typiquement féminins et maternels le point de départ d'une économie globale structurée autrement.

Pour nous qui avons organisé le congrès, il s'agissait de mettre en évidence la double face de la construction sociale et économique de la « femme au foyer ». Nous avons souligné la force essentielle, productive et créative du travail que les femmes au foyer accomplissent quotidiennement et avons plaidé pour qu'elle soit le point de départ d'une économie féministe anticapitaliste. En même temps, nous nous sommes opposées avec véhémence au biologisme dans la construction capitaliste de la « femme au foyer » qui fait sienne cette devise : « parce qu'elle est née femme, elle doit faire la vaisselle ». La protestation contre cette idée a été le déclencheur du mouvement féministe des années 1960 et 1970. Le « débat sur le travail domestique » dominait le discours scientifique et féministe en plein essor, y compris le nôtre. Mais nous, les écoféministes de Bielefeld, n'avons pas réussi à convaincre la majorité de nos camarades de gauche pour lesquelles l'égalité des sexes consistait à s'intégrer à la société établie, pas plus que les bourgeoises, fières de leur savoir-faire de femmes au foyer, mais qui n'osaient pas critiquer le patriarcat.

Pourtant, de notre point de vue de féministes autonomes, le statut de salariée ne change rien à la dévalorisation des activités typiquement féminines dans notre société moderne. Nous avons expliqué que la dévalorisation a d'autres racines. Nous nous sommes référées à l'intériorisation du point de vue colon par les colonisés décrite par Frantz Fanon dans *Peau noire, masques blancs* (1952). Nous avons introduit un nouveau concept analytique dans le débat, difficile à traduire en Français : la *housewifization*. C'est un processus qui ne touche pas seulement l'avenir du travail salarié des femmes, mais aussi l'évolution du travail salarié à l'échelle mondiale. Les migrant·es et les chômeur·ses exercent des travaux précaires, devenus nécessaires à la quotidienneté capitaliste, comme le travail des femmes au foyer. Le soin des enfants et des personnes vulnérables, le travail domestique, le travail agricole et manuel... en résumé toutes les activités nécessaires à la vie sont dépréciées sur le plan monétaire et symbolique. De ce fait, les personnes qui en ont la charge sont méprisées.

En étendant le processus de *housewifization* par-delà les frontières, que ce soit de genre comme du Nord au Sud, nous

voulions montrer que le capitalisme mondialisé est fondé sur l'accroissement du nombre de personnes contraintes à des bas salaires et censées continuer à travailler avec dévouement. La défense par certains syndicats des privilèges sexo-spécifiques du « chef de famille » est un leurre. La faible rémunération des femmes et des migrant·es ne fait qu'annoncer un processus de féminisation / dévalorisation / exploitation qui s'étend. Je milite pour des jardins partagés interculturels dans lesquels on revalorise les communs. J'enseigne à l'Institut d'aménagement rural de Vienne des cours d'économie paysanne, sur l'écoféminisme. La réappropriation de ses moyens de subsistance par tout le monde, c'est une solution vitale.

## Références

- Baier Andrea, Bennholdt-Thomsen Veronika, Holzer, Brigitte (2005). *Ohne Menschen keine Wirtschaft. Oder Wie gesellschaftlicher Reichtum entsteht*. Oekom Gesell.
- Bennholdt-Thomsen Veronika, Mies Maria (2022 [1997]). *La subsistance. Perspective écoféministe*. Le Batz, éditions La Lenteur, traduction Annie Gouilleux et Chloé Pierre.
- Meadows Donnella, Meadows Dennis, Randers JØrgen, Behrens William W. (2012 [1972]). *Les limites à la croissance (dans un monde fini)*. Paris, Éditions de l'Echiquier.
- Bund und Misereor (dir.) (1991). *Zukunftsfähiges Deutschland*. Basel, Birkhäuser.

---

**Geneviève Pruvost** est directrice de recherche au CNRS, au sein du Centre d'étude des mouvements sociaux à l'EHESS. Elle a d'abord mené des recherches sur les femmes policières (voir notamment *De la « sergote » à la femme flic. Une autre histoire de l'institution policière (1935-2005)*, La Découverte 2008 ; et *Profession : policier. Sexe : féminin*, éditions de la MSH, 2007) et, plus largement, sur la violence des femmes (voir l'ouvrage qu'elle a codirigé avec Coline Cardi, *Penser la violence des femmes*, La Découverte, 2013). Depuis une dizaine d'année, Geneviève Pruvost a réorienté ses recherches du côté

de l'écoféminisme. Dans ce cadre, elle a notamment codirigé avec Marlène Benquent un dossier de la revue *Travail, genre et société*, intitulé « Pratiques écoféministes » (42, 2019) et publié un ouvrage revenant sur son cheminement intellectuel dans les théories du même nom (*Quotidien politique. Féminisme, écologie et subsistance*, La découverte, 2021).